

**Un bouclier social plutôt qu'un plan social pour les seinomarinis**

**Intervention de Stéphane BARRE**

Sans vouloir développer de nouveau ce que nous vous avons dit le mois dernier, à l'occasion du débat d'orientation budgétaire, il nous apparaît important aujourd'hui de nous arrêter sur le sens de notre action collective.

Comment ce mandat départemental qui se déroule dans une période aussi difficile et tourmentée pour un nombre croissant d'habitants peut-il être ressenti par les seinomarinis ?

Qu'en retiennent-ils, qu'en attendent-ils ? Qu'en retiendront-ils ?

Je ne reprendrais pas les données statistiques qui documentent chacun de nos conseils, elles illustrent parfaitement ce que nul ne peut contester ici :

**la situation sociale se dégrade depuis 2008, les problématiques portant atteinte au bien être des foyers se diversifient et les perspectives économiques ne laissent pas entrevoir à court terme une embellie capable d'inverser ces tendances.**

Mais au delà de ces constats statistiques, cette fin d'automne en jaune fait éclater l'impérieux besoin de remettre l'humain au centre de toutes les politiques publiques.

Réveil citoyen ou révolte citoyenne selon le degré d'appréciation que l'on porte au mouvement des Gilets jaunes, qui au passage fait suite à des dizaines de mouvements sociaux ces derniers mois et années, il n'est plus contestable que la pression et l'exigence des citoyens pour que leur quotidien change doit conduire à des changements de cap, des virages dans les politiques conduites.

Ceux qui avaient misé sur la résignation, l'individualisme, la fin des collectifs pour théoriser leurs politiques libérales en sont pour leurs frais.

Je ne reprendrais pas non plus, ce n'est pas notre objet ce matin, les raisons qui ont conduit à cette situation totalement paradoxale et inacceptable dans l'un des pays les plus riches du monde où la richesse progresse désormais d'année en année.

Nous avons tous notre idée sur ce sujet.

Et je ne reprendrais pas plus, les conséquences que peut avoir cette situation sur le fonctionnement de notre collectivité, puisqu'en raison de notre compétence

centrale, nous sommes en première ligne des solidarités à déployer, nos agents sont sur tous les fronts des solidarités attendues de la part de notre collectivité.

**Or, et c'est là que nous souhaitons alerter, nous avons le sentiment, sentiment que je sais partagé par des élus locaux, des travailleurs sociaux, des organisations syndicales, et bien entendu par des usagers, qu'un décalage de plus en plus grand se créait entre les attentes exprimées, les besoins à couvrir, et la réalité de notre action.**

Nous n'en sommes peut-être pas encore à un mouvement spécial Département des Gilets jaunes, mais au regard de ce que nous constatons à l'étage du dessus sur le décalage, la déconnexion des politiques libérales avec la réalité du vécu et des attentes des citoyens, il serait bon d'en tirer ici les enseignements, dans les temps. C'est-à-dire maintenant.

De ce point de vue, la campagne de communication sous forme d'autosatisfaction sur les 100 millions bloqués par la collectivité pour se désendetter plus vite que la musique, qui s'affiche dans tous les abris bus et panneaux Decaux de Seine-Maritime en plein mouvement des gilets jaunes venant exprimer une urgence sociale et fiscale, nous paraît inquiétante.

Nul besoin de nous rappeler nos contraintes budgétaires, nos contraintes tout court, pour continuer d'illustrer qu'ici « on fait de notre mieux », nous l'avons déjà dit, au regard des enjeux et des réalités d'une part importante de la population et notamment du foyer sur dix qui vit chaque jour en dessous du seuil de pauvreté, faire de son mieux ne suffit pas.

Et nul besoin d'essayer de nous répondre par des discours de comptabilité et de gestion en utilisant un logiciel que nous ne partageons pas, nous administrons pour plusieurs d'entre nous des collectivités qui jusqu'à preuve du contraire ne sont pas au bord de la tutelle, mais avec des objectifs différents de ceux qui sont assignés jusqu'à présent ici.

**Ce que nous recherchons, ce n'est donc pas à vous faire oublier qui vous êtes ou à renier vos convictions les plus profondes, car s'il nous arrive souvent de rêver, c'est important le rêve, l'utopie car cela porte l'espoir, il n'en demeure pas moins que nous gardons les pieds bien sur terre.**

Vous êtes la majorité pour l'heure, nous sommes dans l'opposition. Ok.

Mais ce que nous souhaitons, au delà de l'alerte, c'est à nous retrouver sur l'essentiel :

La priorité absolue à donner aux solidarités actives dans cette période si difficile, et j'ajouterais si dangereuse pour l'avenir de notre modèle social, de notre République et même de notre Démocratie.

Avez-vous vu comment en un rien de temps, un Président élu, certes par défaut mais élu tout de même, s'est retrouvé avec son gouvernement, déconnecté du pays et de son peuple ?

Nous ne voudrions pas qu'il arrive la même chose à notre collectivité, toute proportion gardée bien évidemment.

L'équation nous semble par conséquent simple comme bonjour :

Situation économique dégradée + urgences sociales = bouclier social de la part de la collectivité porteuse des solidarités.

Or, ce que nous constatons face à cette adversité, ce sont des suppressions de postes, des réorganisations qui compriment les agents, des incitations à quitter la collectivité, des services rayés de l'organigramme, et des crédits utiles comme ceux en faveur du fonctionnement des collèges qui sont revus chaque année à la baisse.

Je ne sais pas pour vous, mais nous, à chaque Conseil d'administration de collège nous sommes désormais saisis d'une motion d'urgence. Cela commence à faire beaucoup.

Je n'évoque pas le contrat stratégique, nous en avons débattu tout à l'heure, vous l'avez compris pour nous l'exécutif de notre collectivité doit changer de stratégie.

**Ce que nous vous demandons, dès 2019, se sont des signes clairs et non contradictoires entre paroles et actes qui doivent être délivrés par notre collectivité.**

**Le plan social engagé doit être rangé dans le placard pour en ressortir le bouclier social qu'exige la situation.**